SITES , HAUTS LIEUX CULTURELS ET PATRIMONIAUX: QUELS PROJETS DE GESTION ET D'AMÉNAGEMENT POUR QUEL ACCUEIL ET DANS QUELLES CONDITIONS?

Bouché Nancy / France

Propos liminaire

Nous connaissons tous l'importance du tourisme mondial et la croissance de celui-ci ne faiblit pas : l'Organisation mondiale du Tourisme prévoit une croissance de près de 4% par an d'ici 2020. En 1950, il n'y avait que 25 millions de touristes internationaux, 700 millions en 2000, probablement 1 milliard en 2010, et 1,5 milliard en 2020; malgré les aléas de la stabilité internationale, les experts estiment que les tendances à long terme ne seront pas infirmées. Les sites à caractère culturel et, notamment ceux du patrimoine mondial sont et seront de plus en plus affectés par le développement continu de la fréquentation touristique; aussi une réflexion de fond nous semble s'imposer: celle-ci intéresse tant la préservation physique de ce patrimoine que les effets socio-culturels, de la fréquentation touristique, notamment sur les communautés locales – leur culture, leur organisation sociale, leur économie propre.

Le tourisme est devenu un phénomène massif, une donnée de travail incontournable: souvent considéré comme un prédateur des sites et des monuments, ennemi des conservateurs du patrimoine et des archéologues (parfois à juste titre) il est, aussi, un facteur de découverte et de curiosité culturelle et sociale, d'ouverture à d'autres cultures, d'autres usages sociaux..mais ne risque-t-il pas, aussi de constituer également, un facteur de déculturation, aux effets négatifs, non seulement sur le, ou les différents patrimoines, mais aussi sur les cultures et les sociétés locales…? L'économie du tourisme de masse, y compris dans les grands sites culturels ne paraît-elle pas parfois comme une nouvelle forme sournoise de l'impérialisme économique, sous couvert d'échanges culturels ou de développement économique? Quelle est la participation réelle des communautés locales à ces échanges, quel est le réel gain économique pour elles?

Le site culturel est d'abord un ensemble de valeurs – historiques, humaines, sociales, esthétiques, architecturales ou paysagères, sensibles- qui se réfèrent toujours à une société donnée, ancienne ou actuelle – et qui doivent avoir un sens pour les visiteurs, souvent étrangers à cette culture d'origine. Quel sens? C'est une première question à poser.

Le site culturel est, par essence, unique, singulier et ne sera jamais un produit même culturel - jamais reproductible, ce qui est la définition du produit. Le sens du patrimoine n'est jamais épuisé, la connaissance jamais parfaite: sinon, pourquoi poursuivre des travaux de recherche sur les grandes Pyramides d'Egypte, les grottes de Lascaux, l'Alhambra, Stonehenge, Angkor Vat, le pays Dogon, les médinas et tous les autres?

Dès lors, la prudence s'impose dans les interventions : attention aux aménagements de site qui "tuent le site", au tourisme culturel sans culture, aux images étrangères au génie du lieu, qui, trop souvent en dénaturent l'identité, l'authenticité, la beauté et le sens.

Une démarche méthodologique engagée par ICOMOS-France en plusieurs étapes

Autour de ces questions, posées lors de l'aménagement de hauts lieux et de sites du patrimoine mondial, soumis à une très forte pression touristique, ICOMOS-France a mené une démarche méthodologique depuis 9 ans. Ce travail a été engagé, et s'est poursuivi grâce à la constitution d'un groupe de travail permanent, animé par ICOMOS, rassemblant des professionnels de diverses disciplines, en liaison avec les ministères de l'Environnement et de la Culture.

Cette réflexion a d'abord été engagée sur les sites à caractère naturel ou paysager, pour lesquels, il y avait en France, un grand déficit, alors que des projets d'aménagement se développaient ici ou là, sous l'empire de la nécessité (parkings, accès, toilettes) et pour remettre de l'ordre dans des activités installées de façon totalement anarchique et irrégulière; on sait que les premiers occupants sont toujours des commerçants, ambulants ou fixes, qui, installés ou tolérés, sont très difficiles à déloger…

Les réalisations n'étaient, à l'évidence, pas à la hauteur des lieux …la pointe du Raz, le cirque de Gavarnie, la baie du Mont St Michel en témoignaient. Peut-être, ailleurs, en Europe, faisait-on mieux? Il fallait étudier et confronter

points de vue et expériences .

Les responsables de l'UNESCO nous ont fait l'honneur de participer à nos travaux et ont constamment soutenu notre travail.

Nous sommes partis des réalités de terrain, qui appelaient à la réhabilitation des lieux, dans la double dimension du mot français de réhabilitation: travaux de remise en état et de restitution de la dignité des lieux.

Ces réflexions ont été menées selon deux axes, et toujours à l'aide d'étude de cas, français et étrangers :

- celui de la valeur vécue du patrimoine, naturel, paysager ou bâti, monumental ou urbain, dans son sens culturel, historique, imaginaire, populaire, c'est à dire dans sa dimension sociale – au delà même des valeurs archéologiques, architecturales ou techniques;
- celui du tourisme et du sens de la fréquentation de nos "grands sites".

La problématique du tourisme dans ces sites culturels, avec ses conséquences en termes d'aménagement, d'accueil, de gestion quotidienne, nous est apparue être nécessairement à l'articulation de deux tensions, celle du sens du site, du "génie des lieux" (genius loci) et celle de l'attente du touriste, visiteur, voyageur, individuel ou en groupe. Il s'agit bien d'enjeux culturels et sociaux pour ces deux parties: quelle signification du lieu, quel "esprit des lieux" dans l'histoire propre du lieu, des hommes ou des sociétés qui l'ont façonné, construit, habité, cultivé, à quel imaginaire, à quelle curiosité renvoie aujourd'hui ce site pour ses visiteurs, qu'ils soient experts, intellectuels, familles en vacances ou du dimanche, touristes indigènes ou étrangers en autocar ou habitants traditionnels du lieu, ou du voisinage?

Autour de ces questions centrales, nous avons travaillé en plusieurs étapes - en nous appuyant sur notre réseau international, sur les expériences des autres, de façon à dégager des méthodes de travail et des axes de politique d'intervention.

Une première réflexion à caractère théorique, entre professionnels a été engagée, centrée sur la notion de l'identité du site, de l'esprit des lieux, comme centre d'un projet, celui-ci ne pouvant jamais être réduit à un aménagement technique, ni au seul lieu du site…Le projet doit être entendu dans toutes les dimensions : gestion et aménagement intimement liés, insertion dans le milieu local, politique, économique, social, projet comme vecteur de développement-et jamais réduit à une dimension commerciale, quels que soient les enjeux locaux.

Cette première réflexion a abouti à une première rencontre entre professionnels, à la pointe du Raz, la pointe française à l'extrême ouest, de la fin de la terre, ouverte sur l'infini de l'océan, de ses dangers, de son inconnu …Elle a permis de conforter la première intuition, devenu un premier point fort : c'est, toujours, la singularité du lieu, son identité qui commande, ce sont les impératifs de la gestion, par rapport à des choix relatifs à l'avenir du site, qui sont les préalables à un plan d'action. Nous avons travaillé tout particulièrement à partir de la notion de"capacité de charge"que nous préférons appeler "capacité d'accueil" d'un site pour en faire apparaître la dimension sociale, les rapports entre les visiteurs et les lieux, mais aussi le rapport aux communautés locales, aux habitants des lieux ou de leurs alentours.

Ce travail a été concrétisé par la rédaction d'un ouvrage méthodologique, appelé"Vaut le detour", publié avec l'atelier des espaces naturels (ATEN) …

Nous avons mis au débat public ces éléments de méthode, lors des deux grands colloques qui ont suivi. Nous les avons testés auprès de multiples partenaires – élus et responsables locaux, gestionnaires de hauts lieux naturels ou culturels, professionnels du tourisme, experts et responsables venus d'autres pays.

Ce premier travail avait porté sur des sites à caractère paysager, comportant peu ou pas d'éléments bâtis, lieux ouverts et de fréquentation gratuite, à la campagne, en montagne, sur le littoral, desservis par une multitude de chemins publics et propriétés de nombreux propriétaires privés (ce sont pas, en France, des parcs ou des propriété publique, mais bien des espaces privés, envahis par le public et sous responsabilité privée.)

Nous avons eu, très vite, l'intuition qu'un grand site de nature, fonctionnait, en réalité, de façon très voisine à celle d'un lieu fermé, avec ses accès privilégiés, ses portes d'entrée, son"sanctuaire" où s'entassent les visiteurs, et qu'à partir d'une analyse fine des lieux, des stratégies étaient possible pour réguler, gérer, puis aménager, si nécessaire, en conséquence. Nous avons posé le principe qu'il fallait d'abord gérer le site avant de l'aménager, alors que traditionnellement, on fait l'inverse.

Nous avons donc testé ces réflexions en un colloque accueilli par la ville d'Arles, en 1999, inscrite au patrimoine mondial – riche à la fois de patrimoines romains et romans

majeurs, d'un centre historique et d'une zone naturelle remarquable – la Camargue. Nous avons illustré ce colloque d'exemples, français et étrangers. Elus et responsables locaux, experts et responsables étrangers, acteurs du monde du tourisme étaient présents. Les notions de capacité d'accueil d'un site, de gestion organisée, de régulation des flux touristiques, d'aménagements légers et réversibles furent au centre des débats.

A l'issue de ce colloque, le ministère français de l'Environnement nous demandait d'axer notre réflexion sur un point crucial et toujours sensible: la régulation des flux touristiques dans les grands sites, moyens et modalités.

Nous avons proposé d'étendre nos réflexions, en liaison avec le ministère de la Culture, à des sites à caractère culturel, à des monuments ou des ensembles prestigieux, y compris des villes - Versailles, Carcassonne, Vézelay, la cathédrale de Paris, inscrits sur la liste du patrimoine mondial, - et dont la problématique d'accueil et de gestion nous semblait être similaire, malgré les différences essentielles entre les lieux, leurs conditions spécifiques de conservation, et l'existence de communautés locales y vivant, ou pratiquant les lieux selon leurs usages traditionnels.

La troisième manifestation, centrée sur les mécanismes de régulation des flux touristiques et sur les stratégies d'accueil eut lieu à Carcassonne en décembre 2001.

Cette dernière manifestation a permis un travail collectif sur la régulation des flux touristiques, les techniques et méthodes utilisées, dans les grands sites naturels ou paysagers, mais aussi dans les grands sites culturels -monuments ou ensembles monumentaux - parmi lesquels des sites du patrimoine mondial, en France et à l'étranger.

A partir d'études de cas, d'interviews, de visites de terrain, nous avons rédigé des fiches, montrant pour des hauts lieux français ou étrangers, les modes de gestion, d'aménagement, de régulation des flux et à partir de quelles réflexions préalables.

Nous avons, enfin, organisé une quatrième rencontre internationale, en juin 2004, en baie de Somme, au nord de la France, sur le thème des enjeux socio-culturels du tourisme dans les sites, sans en méconnaître la dimension économique, au sens du développement local.

Nous avons souhaité appréhender les valeurs véhiculées par le tourisme du patrimoine: quel regard, quelles valeurs sont "vendues" aux touristes? Quelles ressources en sont tirées au plan local?

Ce colloque était centré autour du thème "valeurs et ressources des Grands sites" au double sens économique et immatériel, en français, des notions de "valeurs" et de "ressources".

Ce séminaire de réflexion a été l'occasion de s'interroger, notamment, sur les questions suivantes :

- quel dialogue entre les valeurs locales des grands sites et des sites du Patrimoine mondial et leur valeur universelle?
- quelle place des habitants dans les projets de protection et de mise en valeur des grands sites?
- quelles retombées sociales, culturelles, économiques de la mise en valeur de ces hauts-lieux pour les habitants et les sociétés locales?

Après avoir travaillé sur le SITE (Aménagement et gestion dans les grands sites à la Pointe du Raz et à Arles), puis sur les VISITEURS (Accueil et maîtrise de la fréquentation à Carcassonne), ce quatrième colloque était centré sur les HABITANTS de ces sites culturels.

Lors de cette manifestation, ont été présentées 16 études de cas, dont 7 intéressaient des sites étrangers à la France, autour des thèmes du partage des valeurs, de la consultation des habitants, de leur participation, fruit de contestations locales (Le Puy Mary, volcan d'Auvergne, Saint-Guilhem-le-Désert en Languedoc, New Forest en Grande-Bretagne), du site culturel comme projet de territoire, inscrit dans une économie locale (St Emilion dune du Pilat en Aquitaine), moteur de développement local (les Baux de Provence, Luang-Prabang au Laos, Bialowieza National Park en Pologne). Les "sites de mémoire" entre produit touristique et valeur sociale (exemples français es plages du débarquement de Normandie de la deuxième guerre mondiale)

Ce colloque a aussi débouché sur des recommandations.

Quels enseignements, quelles méthodes de travail pour l'accueil dans les "grands sites", au sens de paysages culturels, à partir de nos travaux?

Nous avions dégagé 4 thèmes de travail, que nous avons tenté d'approfondir ensuite:

- *l'*identit*é d'un site*: comment l'appréhender, sur quelles bases et avec qui? Qui est légitime à donner un sens, celui-ci est-il le seul? Il y a les connaissances de l'expert, celles de la population locale, de sa mémoire, la sensibilité des esthètes, l'appréhension ou l'attente

des visiteurs, le sens donné, ou porté, par les professionnels du tourisme, les marchands…Il y a parfois des choix à effectuer.

- *l'*accueil *du public et les formes de régulation des flux touristiques*: comment accueillir sans trop aménager? Faut-il réguler et comment?
- *moyens spécifiques de gestion d'un site* - sous tous les aspects- institutionnels, financiers, humains: quelles structures, avec qui, comment générer des moyens pour cette gestion, sachant que l'accès est majoritairement gratuit?
- *les retombées locales* et le développement économique et social des communautés locales: comment évaluer l'impact économique local, comment la fréquentation touristique peut-elle être un atout, comment maintenir ou développer l'économie traditionnelle locale, non touristique?

A partir de ces thèmes, des diverses expériences analysées et au cours de nos rencontres internationales de travail, nous avons précisé notre travail sur *la méthode*, sachant qu'il ne saurait y avoir de recettes en la matière, chaque site, chaque lieu, étant unique.

Cinq éléments méthodologiques principaux nous sont apparus pertinents:

- la conception du projet d'aménagement et de gestion d'un site – souvent la gestion doit devancer l'aménagement – doit résulter d'une démarche pluraliste, associant responsables locaux, habitants permanents des communautés locales et experts extérieurs, eux-mêmes d'origines diverses, formant un groupe de projet. *Le projet d'un haut lieu culturel relève davantage du processus que de l'opération* ou de l'équipement;
- le groupe de projet doit définir *la capacité d'accueil optimale du site*. Cette notion complexe, remarquablement décrite, notamment, par Ken Chamberlain, recouvre l'impact maximal tolérable pour la conservation du site, l'agrément du visiteur, la perturbation apportée au milieu local aux plans économique, social et culturel. La capacité d'accueil pourrait être définie comme le niveau d'activité humaine qu'un site peut accueillir sans se détériorer, sans que la collectivité locale en souffre et sans que la qualité de la visite se dégrade. De nombreuses petites villes historiques françaises souffrent de cette sur-fréquentation, qui leur apporte plus de nuisances que d'avantages. Le projet final sera donc défini selon une combinaison, qui varie selon chaque lieu, entre divers modes de régulation des flux, résultant d'une évaluation collective et concertée par les différents acteurs concernés;
- *les aménagements indispensables doivent être cohérents avec l'*esprit *des lieux,* (genius loci); surtout, ils doivent rester modestes, réversibles, voire précaires, car ils peuvent évoluer dans le temps…
- *le site doit être géré*, en tenant compte de ses caractéristiques, en lien avec une réglementation, un régime financier ou fiscal, des partenaires; un lieu spécifique d'accueil – éventuellement utile à la régulation des flux touristiques - peut être nécessaire. Il faut prendre garde au fait que si l'on gère un monument, un site, un paysage, il y a aussi des hommes, des visiteurs, des partenaires, des risques, des finances, et, encore, une économie locale…*La gestion est un métier*, qui nécessite des compétences, une formation, et une organisation. La gestion d'un site sensible, soumis à des pressions diverses et antagonistes ne peut qu'être partenariale.
- *l'impact sur les é*conomies *locales* : analyser l'économie du site, celle du pays environnant, afin, par exemple d'irriguer un large territoire à partir du site majeur, mais aussi préserver l'économie locale et les équilibres sociaux locaux, sachant que l'économie locale peut être à l'origine même de l'identité du site (marais salants, vignobles, rizières, terrasses méditerranéennes…). Il faut éviter le "tout tourisme" qui tue les cultures locales et les valeurs et ressources mêmes, portées par le site.

  Par exemple, on ne peut que déplorer que le tourisme urbain, celui qui se développe dans les villes et quartiers historiques, tend aujourd'hui, partout dans le monde, à vider ces lieux de leurs habitants et des usages et activités traditionnels au profit d'un "squelette" architectural, trop souvent réduit à un complexe touristico-commercial vidé de toutes valeur(s) et de toutes ressource(s). Tout projet concernant l'accueil touristique dans les lieux habités devrait prioritairement organiser le maintien, la protection, le respect de la vie locale, avant tout autre investissement.

Les formes, modalités, conditions de l'accueil des visiteurs, des touristes, dans les sites, hauts lieux culturels et patrimoniaux, relèvent fondamentalement de l'éthique, éthique culturelle – respect dû au patrimoine et aux valeurs qu'il porte- mais aussi éthique humaniste, qui touche aux droits universels de l'homme.

La conception de l'accueil dans les lieux, la qualité des objets qui y sont vendus ou présentés, des activités ou manifestations qui s'y déploient, des présentations qui en sont faites, sont autant de signes du respect porté aux autres que sont, selon le cas, les touristes ou les résidents

locaux.

Des travaux et des réflexions à poursuivre

A la suite de nos travaux, nous avons publié une série de fiches de cas, concernant des grands sites culturels en France, comme à l'étranger, soit près d'une cinquantaine de sites, tous sites visités par des membres du groupe de travail ICOMOS-France, ou ayant fait l'objet d'auditions suite à des invitations.

Ces travaux d'ICOMOS-France ont suscité un grand intérêt chez les responsables locaux, politiques, administratifs et professionnels, concrétisé par la constitution d'un "Réseau des Grands Sites de France", regroupant les gestionnaires des "grands sites" ayant engagé une démarche de gestion, d'aménagement durable, avec des aides publiques, soit, aujourd'hui 32 hauts lieux en France, ce qui représente un potentiel de l'ordre de 25 millions de visiteurs.

Un label de qualité, "Grand Site de France" comportant un cahier des charges de qualité rigoureux a été officiellement institué, permettant le développement d'un tourisme durable, label issu des premières recommandations d'ICOMOS-France.

A la suite de ces colloques, rencontres et visites de sites, nous avons engagé la rédaction de deux ouvrages: d'une part, la rédaction d'un *thesaurus*, reprenant la totalité de nos travaux, écrits, publications, compte-rendus d'interview, de visites, témoignages et réflexions de nos partenaires, et repérage des principaux travaux ou publications effectués par diverses institutions sur ces mêmes sujets, et, d'autre part, la rédaction collective d'un "guide des grands sites".

ICOMOS-France peut témoigner que sur tous les thèmes évoqués, ce furent d'abord des expériences étrangères – sur la conception d'un programme d'action, une charte d'objectifs et de moyens, des processus pragmatiques de travail, des techniques d'association des populations locales et de négociation, des modalités de gestion, des techniques de régulation des flux …qui nous ont permis de forger des outils de travail, toujours à tester et à évaluer. Si les lieux sont uniques, nous pensons que les objectifs sont normalement partagés au sein de l'ICOMOS et que les démarches de travail et les méthodes de travail peuvent être similaires.

Abstract

Face à la fréquentation massive de hauts lieux naturels ou culturels, nous avons engagé une démarche méthodologique pour dégager des orientations précises en matière d'aménagement et de gestion, comme projet de développement inséré dans le milieu local, politique, culturel, économique et social. Celui-ci est axé sur la notion de l'identité du site, d'"esprit des lieux".

Cette réflexion est menée en concertation notamment avec les gestionnaires de sites du patrimoine mondial, en France (Arles, Carcassonne, Chambord, Lyon, Nancy, Paris, Saint-Emilion, Versailles, Vallée de la Loire, Vallée de la Vézère, Vézelay...) et à l'étranger (Grenade, Pompeï, Stonehenge, Mur d'Hadrien...).

A partir d'études de cas, d'interviews, de visites de terrain, nous avons rédigé des fiches, montrant pour des hauts lieux français ou étrangers, les modes de gestion, d'aménagement, de régulation des flux, des exemples de développement économique local.

Nous avons approfondi 4 thèmes de travail :

- l'identité du site
- l'accueil du public et les formes de régulation des flux touristiques
- les moyens spécifiques de gestion d'un site
- les retombées économiques locales et ses conséquences socioculturelles.

Cinq éléments méthodologiques principaux nous sont apparus pertinents :

- le projet d'un haut lieu culturel relève davantage du processus que de l'équipement;
- la capacité d'accueil (plutôt que "capacité de charge") optimale du site doit être définie : quel impact maximal tolérable pour la conservation du site, l'agrément du visiteur, la perturbation apportée au milieu local aux plans économique, social et culturel?
- les aménagements indispensables doivent être cohérents avec l'esprit des lieux et ils doivent rester modestes;
- le site doit être géré, comment et avec qui ?
- l'impact sur les économies locales doit être analysé et les communautés locales associées au projet.

En conclusion, les formes, modalités, conditions d'accueil des visiteurs, des touristes, dans les hauts lieux culturels relèvent fondamentalement de l'éthique, respect dû au patrimoine et aux valeurs qu'il porte, aussi au respect des hommes, habitants et visiteurs.